

# Entre gauche et droite, le gouvernement bernois balance

**CANTONALES** Les électeurs bernois se rendront aux urnes le 27 mars pour élire leurs autorités. Si les bourgeois se sont alliés pour tenter de conserver leur majorité au gouvernement, le camp rose-vert en a fait de même pour la renverser

ALEXANDRE STEINER  
@Alexanstein

Le 27 mars, les Bernois renouvelleront leurs autorités. Et réattribueront le siège de Béatrice Simon au gouvernement. Elue en 2010 sous les couleurs du PBD bernois – devenu Le Centre après sa fusion avec le PDC l'an dernier – la directrice des Finances rangera sa calculatrice au terme de son troisième mandat. Les six autres sortants se représentent. A droite, les agrariens Pierre Alain Schnegg et Christoph Neuhaus, ainsi que le PLR Philippe Müller. A gauche, les socialistes Evi Allemann et Christoph Ammann, de même que la Verte Christine Häslar.

Le principal enjeu de cette élection gouvernementale, pour laquelle les listes devront être déposées avant midi ce lundi, sera de savoir si le camp bourgeois conservera sa majorité au Conseil exécutif (gouvernement) obtenue à 20 reprises au cours des cent dernières années. Ou si, au contraire, la gauche parviendra à réaliser une cinquième percée, après ses réussites de 1986, 2006, 2010 et 2014. Elle avait déchanté en 2016, lorsque l'UDC Pierre Alain Schnegg avait ravi au PS le siège réservé au Jura bernois lors d'une élection complémentaire.

**«Pierre Alain Schnegg est aujourd'hui l'homme fort du gouvernement. Ce n'était pas un bon moment pour le combattre»**

HERVÉ GULLOTTI, VICE-PRÉSIDENT DU PS BERNOIS

Pour atteindre leur objectif, les deux blocs ont formé des alliances. En plus de leurs sortants, ils présentent chacun une nouvelle candidature. Les bourgeois (Le Centre, PLR, UDC, UDF) misent sur la vice-présidente du Centre bernois Astrid Bärtschi. Peu connue du grand public, l'ancienne secrétaire générale du PBD Suisse gère désormais la communication du Centre national, et préside cette année

le législatif de sa commune, Ostermundigen. Le camp rose-vert (PS, les Vert-e-s) a, lui, choisi le maire de Bienne Erich Fehr, souvent présenté comme un socialiste de droite. Elu à la tête de la ville bilingue en 2011, il bénéficie d'une plus grande notoriété et d'une longue expérience dans un exécutif.

Pour la Berne francophone, l'un des dossiers majeurs de la législature à venir sera le changement d'appartenance cantonale de Moutier, au plus tard en 2026. Berne et le Jura devront s'entendre sur un concordat intercantonal qui donnera sans doute lieu à d'âpres négociations. Dans ce contexte, le maire de Bienne ne constituerait-il pas un atout supplémentaire dans la manche du gouvernement bernois? «Non, Pierre Alain Schnegg est l'homme de la situation», assène le président de l'UDC bernoise Manfred Bühler.

**Erich Fehr, pro-francophone**

A l'opposé, le vice-président du PS bernois Hervé Gullotti considère qu'Erich Fehr apporterait un renfort important dans ces négociations, mais pas seulement: «Ce qui m'inquiète surtout avec le départ de Moutier, c'est que les sièges du Grand Conseil garantis à la députation francophone pourraient être remis en question [12 pour le Jura bernois, quatre pour l'arrondissement de Bienne et Evi-lard, ndlr]. Avoir deux conseillers d'Etat sensibles aux intérêts de notre région ne pourrait être que positif.»

Pour parvenir à ses fins, le camp rose-vert a d'ailleurs renoncé à présenter un candidat pour le siège réservé au Jura bernois, offrant ainsi une voie royale à l'UDC Pierre Alain Schnegg pour sa réélection. Un sacrifice nécessaire pour espérer récupérer le siège de Béatrice Simon? «On peut l'appeler comme on veut, répond Hervé Gullotti. En tant que directeur de la Santé, des Affaires sociales et de l'Intégration, Pierre Alain Schnegg a mené la lutte contre la pandémie de manière tout à fait efficiente. Il est aujourd'hui l'homme fort du gouvernement. Ce n'était pas un bon moment pour le combattre.»

Un avis que ne partage pas le Parti socialiste autonome (PSA), d'obédience pro-jurassienne et uniquement actif dans le Jura bernois. Pour ne pas offrir une élection tacite à Pierre Alain Schnegg, il a lancé en octobre dernier son propre candidat, le député Peter Gasser. Ce dernier n'a aucune chance d'être élu, sauf surprise magistrale. Mais «cette candidature envoie le signal d'une gauche divisée», selon la présidente cantonale des Vert-e-s Natalie Imboden.

Le nouveau mouvement jurassien bernois «Ensemble socialiste», émanation du PSA et soutien de Peter Gasser, estime au contraire qu'elle renforce le camp rose-

vert en mobilisant un électoral qui se serait désintéressé de ces élections. «Nous sommes complémentaires et appelons simplement nos électeurs à inscrire cinq noms sur leur bulletin au lieu de quatre», indique sa porte-parole Maurane Riesen.

**Une inconnue donnée favorite**

Malgré son manque de notoriété, Astrid Bärtschi fait figure de favorite, analyse pour *Le Temps* le directeur de l'Institut des sciences politiques de l'Université de Berne, Adrian Vatter. «Les Bernois votent traditionnellement à droite, et le ticket bourgeois se présente jusqu'à présent de manière très unie. De plus, elle est la seule femme candidate de cette alliance, ce qui pourrait aussi convaincre des électrices indécises du centre gauche. Je pense qu'elle parviendra à être élue.»

Le politologue émet toutefois une réserve: «Si elle ne réussit pas au premier tour et que ses trois colistiers reprennent leur siège, la suite de l'élection pourrait être passionnante. L'expérience montre que la mobilisation bourgeoise est généralement faible au second tour.» Dans le canton de Berne, un tel scénario ne s'est toutefois plus produit depuis 1986 [hors élections complémentaires, ndlr].

**«Les Bernois votent traditionnellement à droite, et le ticket bourgeois se présente jusqu'à présent de manière très unie»**

ADRIAN VATTER, DIRECTEUR DE L'INSTITUT DES SCIENCES POLITIQUES DE L'UNIVERSITÉ DE BERNE

Le fait que le PS dispose déjà de deux sièges au gouvernement pourrait également constituer un écueil pour le camp rose-vert. Si Erich Fehr est élu, le deuxième parti bernois détiendrait 43% des voix au gouvernement. A titre de comparaison, il occupe actuellement 24% des sièges du Grand Conseil, contre 29% pour l'UDC, 12,5% pour le PLR et respectivement 9% pour Le Centre et les Vert-e-s. «Le Centre a droit à un siège», observe le président de l'UDC bernoise.

Résumer les enjeux de cette élection au duel Bärtschi-Fehr serait toutefois aller trop vite en besogne, selon Natalie Imboden: «S'ils bénéficient de la prime aux sortants, les actuels conseillers d'Etat doivent aussi défendre leurs places.» «Rien n'est jamais gagné d'avance», conclut Manfred Bühler. ■

# L'économie exige une «journée de liberté»

**CORONAVIRUS** Si le Conseil fédéral a avancé l'abandon de certaines restrictions à fin février, c'est encore trop loin pour l'Union suisse des arts et métiers (USAM), qui s'associe à l'UDC, au PLR et au Centre pour appeler, dans la «NZZ am Sonntag», à une levée rapide des mesures sanitaires

VIRGINIE NUSSBAUM  
@Virginie\_Nb

«Sortie de crise»: ces dernières semaines, l'expression semble s'être propagée à la vitesse d'un virus. Avec la stabilisation des hospitalisations, et sans signe d'un nouveau variant féroce pour succéder à Omicron, le monde se prend à rêver à la fin de la pandémie telle qu'on la connaît – et en particulier, la fin des mesures sanitaires régissant nos quotidiens depuis près de deux ans. Certains sautent d'ailleurs déjà le pas, comme le Royaume-Uni, qui annonçait lever l'essentiel de ses restrictions jeudi prochain.

En Suisse aussi, on veut voir la lumière au bout du tunnel. «La période du certificat semble toucher à sa fin», affirmait Alain Berset lui-même dans la *Schweiz am Wochenende* samedi. «Je pense que nous sommes sur la bonne voie, mais le virus s'est déjà révélé imprévisible à plusieurs reprises», tempérait le conseiller fédéral.

Tempérer: tout le monde ne l'entend pas de cette oreille. Certains en ont même assez d'attendre et comptent bien se faire entendre. Dimanche, la *NZZ am Sonntag* dévoilait la création d'une alliance entre l'Union suisse des arts et métiers (USAM), les associations de plusieurs branches concernées (dont la restauration) ainsi que des membres de l'UDC, du PLR et du Centre, pour réclamer d'une seule et même voix la sortie de la pandémie.

**La liberté selon le Royaume-Uni**

Obligation du télétravail, certificat covid, 2G, limitation des rassemblements... voilà les restrictions que le groupe veut voir disparaître de l'échiquier. Il communiquera ses revendications lors d'une conférence de presse – confirmée, bien que les différents acteurs ne souhaitent pas commenter davantage – mardi. Soit moins d'une semaine après la dernière apparition du Conseil fédéral mercredi dernier, qui revoyait

sa copie en avançant la fin du télétravail et des quarantaines (lors de cas contact) à fin février au lieu de fin mars. Très attendu par les cantons, cet assouplissement avait été largement salué.

Pas suffisant, estiment les membres de l'alliance, dont le chef du groupe parlementaire UDC Thomas Aeschi. «Le variant Omicron est tellement inoffensif que nous pouvons retirer les mesures de protection sans hésiter», a-t-il affirmé à la *NZZ am Sonntag*. On doit également au Zougois l'idée centrale de l'alliance: l'organisation d'une «journée de la liberté» – libre du coronavirus et des principales mesures, comme il l'espère. L'événement, prévu en février, serait animé par le directeur de l'USAM, Hans-Ulrich Bigler.

Un concept inspiré par le «Freedom Day» de Boris Johnson, qui marquait au Royaume-Uni un certain retour à la normalité en juillet 2021? Les pubs et restaurants fonctionnaient alors de nouveau à plein régime, les clubs rouvraient leurs portes et les Britanniques étaient libres de se réunir sans masque ni limitations. En dehors d'un coup de pouce à l'économie nocturne, l'impact du «Freedom day», qualifié d'«expérience dangereuse et non éthique» par certains scientifiques, reste débattu, encore compliqué par l'arrivée d'Omicron.

**Surcharge des soins intensifs**

Une pression désormais maîtrisée en Suisse, estiment les partis bourgeois, ce que ne reflète pas le calendrier fédéral et ses «prolongations inacceptables». Dans quelques semaines, nous saurons si les unités de soins intensifs ont effectivement résisté à la vague d'Omicron, déclare à la *NZZ am Sonntag* le conseiller national PLR Andrea Caroni. «Ensuite, on pourra à peu près tout arrêter en un rien de temps.»

Dire au revoir à la cinquième vague? «Encore trop tôt pour crier victoire», soulignait toutefois le médecin cantonale genevoise Aglaé Tardin mercredi dernier. Le Parti socialiste, par la voix de sa conseillère nationale Yvonne Feri, craint, quant à lui, qu'un assouplissement trop précoce entraîne une surcharge des soins intensifs ainsi qu'un important manque de personnel dans d'autres branches. Il y a fort à parier que le «Freedom Day» helvétique rencontrera une bonne dose de prudence, voire de scepticisme. ■

SUR LE WEB

**Des autotests peu fiables?**  
Flowflex, Self Test nasal, Antigen Test Kit: plusieurs marques d'autotests circulent sur le marché suisse. Selon la «Schweiz am Wochenende», qui s'appuie sur une étude comparative allemande, les pharmacies suisses ne vendraient pas les plus efficaces.

Lire notre article sur [letemps.ch](https://www.letemps.ch)

PUBLICITÉ



**PRIX SUD 2022 START-UP DURABLE**

## Appel aux candidatures

Vous êtes une start-up suisse particulièrement active et dynamique dans le développement durable et élaborer un produit ou un service innovant, responsable et commercialisable?

N'attendez plus pour participer! Des vidéos seront réalisées pour les 3 start-up finalistes et diffusées sur nos plateformes. La start-up lauréate bénéficiera d'une large visibilité médiatique.

Pour plus d'informations et pour déposer votre dossier, rendez-vous sur <https://events.letemps.ch/prix-sud>

**Délai d'inscription: 24 février 2022**

LE TEMPS

ORGANISATEUR

ROMANDE ENERGIE

PARTENAIRE PRINCIPAL